

Modalités de déclaration, de modifications, établissement d'un prospectus et informations périodiques des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé.

Textes de référence : articles 423-16 et suivants, 423-37 et suivants, 425-A, 425-A-1 et 425-19 et suivants du règlement général de l'AMF

CHAPITRE I - MODALITES DE DECLARATION ET LE CAS ECHEANT D'AGREMENT MMF	4
Section I - Création d'un fonds professionnel spécialisé, d'un fonds professionnel de capital investissement ou d'un organisme de financement spécialisé	4
Article 1 - Procédure de déclaration des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé	5
Article 1-1 – Dispositions spécifiques applicables aux fonds professionnels spécialisés et aux organismes de financement spécialisé agréés au titre du règlement (UE) 2017/1131 - procédure d'agrément	5
Article 2 - Contenu du dossier de déclaration	5
Article 2-1 – Dispositions spécifiques applicables aux fonds professionnels spécialisés, aux fonds professionnels de capital investissement et aux organismes de financement spécialisé gérés par des sociétés de gestion agréées conformément à la directive 2011/61/UE – Procédure de commercialisation	6
Article 3 - Accusé de réception	7
Article 3-1 - Conditions de la délégation de gestion d'un fonds professionnel spécialisé, d'un fonds professionnel de capital investissement ou d'un organisme de financement spécialisé	7
Article 3-2 - Commissaires aux comptes	8
Article 3-3 - Dépositaire	8
Article 4 - Contrôle <i>a posteriori</i>	8
Article 5 - Transmission du prospectus ou du règlement définitif à l'AMF et autres documents ..	9
Article 6 - Cas particulier de la mutation d'un FIA existant en fonds professionnel spécialisé	9
Section II - Modification en cours de vie	9
Article 7 - Procédure de modification (hors opérations de transformation, fusion, scission ou liquidation)	9
Article 7-1 – Dispositions spécifiques aux fonds monétaires.	10
Article 7-2 – Spécificité du régime du paragraphe 7 de l'article 17 du Règlement MMF – investissement des actifs du fonds dans les instruments du marché monétaire émis ou garantis par un émetteur de dette publique	10
Article 8 - Procédure particulière aux opérations de transformation, fusion, scission et de liquidation	10
Article 9 - Les étapes de la fin de vie des fonds professionnels de capital investissement	12
Article 9-1 - La préliquidation	12
Article 9-2 - La dissolution	13
Article 9-3 - La liquidation	13
Article 9-3-1- La liquidation des actifs	13
Article 9-3-2 - Cas particulier des parts de carried interest / boni de liquidation	13
CHAPITRE II – MODALITES D'INFORMATION DES PORTEURS ET DES ACTIONNAIRES LORS DES MODIFICATIONS SURVENANT DANS LA VIE DES FONDS PROFESSIONNELS SPECIALISES, DES FONDS PROFESSIONNELS DE CAPITAL INVESTISSEMENT ET DES ORGANISMES DE FINANCEMENT SPECIALISE ..	13

Instruction AMF DOC-2012-06 – Modalités de déclaration, de modifications, établissement d'un prospectus et informations périodiques des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé.

Article 10 - Information des porteurs ou des actionnaires	13
Article 11 - Modes de diffusion de l'information	13
Article 12 - Dispositions particulières aux opérations liées à la fin de vie d'un fonds professionnel de capital investissement	14
Article 13 - Rachat d'actions ou de parts de fonds professionnels spécialisés ou d'organismes de financement spécialisé ou remboursement de titres de créance d'organismes de financement spécialisé	14
CHAPITRE III – ETABLISSEMENT D'UN PROSPECTUS POUR LES FONDS PROFESSIONNELS SPECIALISES ET LES ORGANISMES DE FINANCEMENT SPECIALISE ET D'UN REGLEMENT POUR LES FONDS PROFESSIONNELS DE CAPITAL INVESTISSEMENT	14
Article 14 – Dispositions générales	14
Article 14-1. – Dispositions particulières	14
Article 15 - Structure du prospectus pour les fonds professionnels spécialisés ou pour les organismes de financement spécialisé et du règlement pour les fonds professionnels de capital investissement	15
Article 15-1 - Fonds professionnels spécialisés	15
Article 15-2 - Fonds professionnels de capital investissement	16
Article 15-3 - Organismes de financement spécialisé	16
Article 16 - Objectifs et caractéristiques du prospectus des fonds professionnels spécialisés, des organismes de financement spécialisé et du règlement des fonds professionnels de capital investissement	17
Article 17 - Modalités de diffusion du prospectus des fonds professionnels spécialisés, des organismes de financement spécialisé et du règlement des fonds professionnels de capital investissement	17
CHAPITRE IV – INFORMATIONS PERIODIQUES.....	18
Article 18 - Rapport semestriel et composition de l'actif semestrielle	18
Article 19 - Rapport annuel	20
Article 20 - Fonds professionnels spécialisés, fonds professionnels de capital investissement ou organismes de financement spécialisé nourriciers	21
Article 21 - Informations mises à la disposition des investisseurs	21
Article 22 - Présentation des documents statistiques	23
CHAPITRE V – DISPOSITIONS TRANSITOIRES	23
Article 23	23

Instruction AMF DOC-2012-06 – Modalités de déclaration, de modifications, établissement d'un prospectus et informations périodiques des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé.

Ce document comporte des annexes accessibles via la rubrique « Annexes et liens » :

Annexe I-1 – Déclaration d'un fonds professionnel spécialisé (ou d'un compartiment)

Annexe I-2 – Déclaration d'un fonds professionnel spécialisé (ou d'un compartiment) sous forme de FCP ou de SICAV - Tableau de concordance des informations à mettre à la disposition des investisseurs et à communiquer à l'AMF dans le cadre d'une demande de commercialisation d'un fonds professionnel spécialisé en France

Annexe I-2-1 – Déclaration d'un fonds professionnel spécialisé (ou d'un compartiment) sous forme de SLP - Tableau de concordance des informations à mettre à la disposition des investisseurs et à communiquer à l'AMF dans le cadre d'une demande de commercialisation d'un fonds professionnel spécialisé en France

Annexe I-3 – Déclaration lors de la constitution d'un fonds professionnel de capital investissement (ou un d'un compartiment)

Annexe I-4 – Déclaration lors de la constitution d'un fonds professionnel de capital investissement (ou un d'un compartiment) - Tableau de concordance des informations à mettre à la disposition des investisseurs et à communiquer à l'AMF dans le cadre d'une demande de commercialisation d'un fonds professionnel de capital investissement en France

Annexe I-5 – Déclaration d'un organisme de financement spécialisé (ou d'un compartiment)

Annexe I-6 - Déclaration lors de la constitution d'un organisme de financement spécialisé (ou un d'un compartiment) - Tableau de concordance des informations à mettre à la disposition des investisseurs et à communiquer à l'AMF dans le cadre d'une demande de commercialisation d'un fonds professionnel de capital investissement en France

Annexe I-7 – Fiche d'agrément - FIA monétaire

Annexe II-1 – Déclaration en cas de modification d'un fonds professionnel spécialisé (ou d'un compartiment)

Annexe II-2 - Déclaration en cas de modification d'un fonds professionnel de capital investissement (ou d'un compartiment)

Annexe II-3 – Déclaration en cas de modification d'un organisme de financement spécialisé (ou d'un compartiment)

Annexe II-4 – Lettre d'engagement de la société de gestion à l'occasion de la demande d'agrément d'un FIA de droit français au titre du règlement (UE) 2017/1131

Annexe II-5 - Scission décidée en application des articles L. 214-24-33, L. 214-24-41, L. 214-190-2-1 ou L. 214-190-3-1 du code monétaire et financier, impliquant la création d'un nouveau FIA destiné à recevoir les actifs autres que ceux dont la cession ne serait pas conforme à l'intérêt des porteurs ou actionnaires du FIA scindé (dispositif « side-pocket »).

Annexe III-1 – Plan-type du prospectus d'un fonds professionnel spécialisé (FCP ou SICAV)

Annexe III-1-1 - Contenu du prospectus d'un organisme de financement spécialisé

Annexe III-2 – Plan-type du règlement d'un fonds professionnel spécialisé

Annexe III-2-1 – Contenu du règlement d'un organisme de financement spécialisé

Annexe III-3 – Plan-type des statuts d'une SICAV professionnelle spécialisée

Annexe III-3-1 – Contenu des statuts d'une société de financement spécialisé

Annexe III-4 – Contenu des statuts de la société de libre partenariat

Annexe IV – Plan-type du règlement d'un fonds professionnel de capital investissement

Annexe V – Contenu des conventions d'échange dans les schémas maître/nourricier des fonds professionnels spécialisés

Annexe V-1 - Contenu des conventions d'échange dans les schémas maître/nourricier des organismes de financement spécialisé

Annexe VI – Contenu des conventions d'échange dans les schémas maître/nourricier des fonds professionnels de capital investissement

Annexe VII – Eléments d'information statistique et financière à transmettre à l'Autorité des marchés financiers

Annexe VIII – Collecte des situations annuelles des fonds professionnels de capital investissement

Instruction AMF DOC-2012-06 – Modalités de déclaration, de modifications, établissement d'un prospectus et informations périodiques des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé.

La présente instruction s'applique :

1° Aux fonds professionnels spécialisés (FPS) régis notamment par les articles L. 214-154 à L. 214-158 du code monétaire et financier, y compris aux sociétés de libre partenariat régies également par les articles L. 214-162-1 à L. 214-162-12 du code monétaire et financier ;

2° Aux fonds professionnels de capital investissement (FPCI) régis notamment par les articles L. 214-159 à L. 214-162 du code monétaire et financier ;

3° Aux organismes de financement spécialisé (OFS) régis notamment par les articles L. 214-190-1 à L. 214-190-3-1, ainsi que par les articles L. 214-166-1 à L. 214-175 du code monétaire et financier.

Par convention, ces trois types de FIA peuvent être désignés par le terme « FIA » dans le présent document.

Sauf précision expresse, le terme « société de gestion » vise dans la présente instruction la société de gestion de portefeuille agréée en France¹ ou la société de gestion agréée dans un autre Etat membre² que la France qui, en libre prestation de services ou en liberté d'établissement, gère un ou plusieurs FIA en France.

Par méthode, la référence dans la présente instruction aux porteurs de parts ou aux actionnaires comprend, lorsque cela est pertinent, les associés des sociétés de libre partenariat et les porteurs de titres de créance des OFS.

Sauf disposition contraire, lorsqu'il est fait référence dans la présente instruction à la transmission de documents de la société de gestion à l'AMF, elle doit être effectuée sur l'extranet de la base Geco. Toutefois, les sociétés de gestion situées dans un Etat membre autre que la France gérant ou souhaitant gérer un fonds professionnel spécialisé, un fonds professionnel de capital investissement ou un organisme de financement spécialisé transmettent lesdits documents par courrier électronique à l'adresse suivante : gjo@amf-france.org.

CHAPITRE I - MODALITES DE DECLARATION ET LE CAS ECHEANT D'AGREMENT MMF

Section I - Création d'un fonds professionnel spécialisé, d'un fonds professionnel de capital investissement ou d'un organisme de financement spécialisé

Processus de déclaration pour la constitution des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé

Etape	Société de gestion du FCP ou SICAV ou société de libre partenariat	Autorité des marchés financiers
1	Dépôt d'une déclaration de création	
2		Envoi d'un accusé réception de la demande
3	Envoi du prospectus du fonds professionnel spécialisé, de l'organisme de financement	

¹ Qu'elle soit soumise au titre Ier bis ou au titre Ier quater du livre III du règlement général de l'AMF.

² Aux fins de la présente instruction, l'expression « Etat membre » désigne un état membre de de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen.

Instruction AMF DOC-2012-06 – Modalités de déclaration, de modifications, établissement d'un prospectus et informations périodiques des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé.

spécialisé ou du règlement du fonds professionnel de capital investissement sur la base GECO selon les modalités précisées en Annexe VII
--

Article 1 - Procédure de déclaration des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé

La constitution d'un fonds professionnel spécialisé, d'un fonds professionnel de capital investissement ou d'un organisme de financement spécialisé (ou d'un nouveau compartiment présentant les mêmes caractéristiques) doit être déclarée à l'AMF au plus tard dans le mois qui suit l'établissement de l'attestation de dépôt du FCP ou du fonds de financement spécialisé (FFS) ou du certificat de dépôt de la SICAV, de la société de libre partenariat ou de la société de financement spécialisé. Il est précisé que cette déclaration peut intervenir avant l'établissement de l'attestation ou du certificat de dépôt.

Le dossier de déclaration est signé par une personne habilitée par la SICAV, la société de libre partenariat ou s'il s'agit d'un FCP ou d'un OFS, par une personne habilitée de la société de gestion, c'est-à-dire l'un des dirigeants de la société de gestion, soit une personne spécifiquement habilitée.

Conformément à l'article L. 214-24-57 du code monétaire et financier, applicable par renvoi des articles L. 214-152 et L. 214-190-1 du code monétaire et financier, les fonds professionnels spécialisés, les fonds professionnels de capital investissement et les organismes de financement spécialisé (ou leur compartiment présentant les mêmes caractéristiques) peuvent se constituer sous la forme de nourricier.

Les fonds professionnels spécialisés, les fonds professionnels de capital investissement et les organismes de financement spécialisé doivent se soumettre aux obligations prévues aux articles 422-105 à 422-118 et 422-120, conformément aux articles 423-21³ et 423-40 du règlement général de l'AMF.

Les Annexes V, V-1 et VI de la présente instruction décrivent le contenu des conventions d'échange dans les schémas maître/nourricier conformes à l'article L. 214-24-57 du code monétaire et financier des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé.

Article 1-1 – Dispositions spécifiques applicables aux fonds professionnels spécialisés et aux organismes de financement spécialisé agréés au titre du règlement (UE) 2017/1131 - procédure d'agrément

Tout FPS ou OFS répondant à la définition de fonds « monétaire » au sens dudit règlement (FPS ou OFS « monétaire ») doit, **en plus de la procédure de déclaration du FPS ou de l'OFS**, obtenir un agrément MMF préalablement à son établissement, sa commercialisation et sa gestion⁴, et choisir l'une des quatre classifications visées à l'annexe I-7 de la présente instruction⁵. Les annexes I-7 et II-4 sont jointes au dossier de déclaration visé à l'article 2.

Article 2 - Contenu du dossier de déclaration

Le dossier de déclaration mentionné à l'article 1 comprend :

1° La fiche de déclaration figurant en Annexe I-1, I-2-1, I-3 ou I-5 (en fonction du type de FIA) dont chaque rubrique est renseignée ;

³ Applicable aux organismes de financement spécialisé par renvoi de l'article 425-23.

⁴ Cf. article 4 du Règlement MMF.

⁵ A des fins commerciales, les fonds soumis aux dispositions du règlement MMF peuvent être désignés par classification intégrant le type du fonds et le fait qu'il soit court terme ou standard : fonds monétaire à valeur liquidative constante de dette publique (CNAV), fonds monétaire à valeur liquidative à faible volatilité (LVNAV), fonds monétaire à valeur liquidative variable court terme (VNAV court terme) ou fonds monétaire à valeur liquidative variable standard (VNAV standard).

Instruction AMF DOC-2012-06 – Modalités de déclaration, de modifications, établissement d'un prospectus et informations périodiques des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé.

2° Les pièces jointes mentionnées dans les Annexes I-1, I-2-1, I-3 ou I-5 (en fonction du type de FIA), ainsi que tout autre document que la société de gestion, la SICAV ou la société de libre partenariat estime nécessaire.

La déclaration de la création d'un fonds professionnel de capital investissement, d'un fonds professionnel spécialisé ou d'un organisme de financement spécialisé résultant d'une opération de scission décidée en application du deuxième alinéa des articles L. 214-24-33, L. 214-24-41, L. 214-190-2-1 ou L. 214-190-3-1 du code monétaire et financier fait l'objet d'un dossier spécifique précisé à l'article 8-1 de la présente instruction.

L'attestation ou le certificat de dépôt peut ne pas être transmis à l'AMF au moment de la déclaration. Ce document pourra être transmis après la déclaration, au plus tard dans le mois qui suit son établissement.

Le dossier est déposé par voie électronique à l'AMF par le biais de l'extranet de la base GECO dans l'espace dédié à la société de gestion⁶.

Lorsqu'une demande de déclaration est déposée concomitamment à une demande d'agrément au titre du Règlement MMF, le dossier de déclaration n'est considéré complet qu'à compter de l'octroi de l'agrément au titre du Règlement MMF.

Article 2-1 – Dispositions spécifiques applicables aux fonds professionnels spécialisés, aux fonds professionnels de capital investissement et aux organismes de financement spécialisé gérés par des sociétés de gestion agréées conformément à la directive 2011/61/UE – Procédure de commercialisation

Lorsque le fonds professionnel spécialisé, le fonds professionnel de capital investissement ou l'organisme de financement spécialisé est géré par une société de gestion de portefeuille agréée en France conformément à la directive 2011/61/UE⁷, cette dernière doit respecter les articles 421-1 et 421-13 du règlement général de l'AMF préalablement à la commercialisation en France, respectivement, auprès de clients professionnels et de clients non professionnels⁸.

Lorsque la société de gestion de portefeuille souhaite demander l'autorisation de commercialiser en France les parts ou actions⁹ du fonds professionnel spécialisé, du fonds professionnel de capital investissement ou de l'organisme de financement spécialisé, concomitamment à la déclaration du fonds, la société de gestion de portefeuille complète en conséquence le dossier de déclaration en joignant la documentation nécessaire (Cf. Annexes I-1 et I-2 [ou I-2-1] pour les fonds professionnels spécialisés, Annexes I-3 et I-4 pour les fonds professionnels de capital investissement, et Annexes I-5 et I-6 pour les organismes de financement spécialisé).

Le délai maximum de vingt jours ouvrables mentionné à l'article 421-2 du règlement général de l'AMF pour indiquer à la société de gestion de portefeuille si elle peut commencer à commercialiser le fonds professionnel spécialisé, le fonds professionnel de capital investissement ou l'organisme de financement spécialisé auprès de clients professionnels s'applique également à la demande de commercialisation auprès de clients non professionnels. Dans l'hypothèse où la société de gestion de portefeuille effectue

⁶ Les sociétés de gestion étrangères n'ayant pas accès la base GECO transmettent le dossier à l'AMF par courrier électronique à l'adresse gjo@amf-france.org.

⁷ La valeur totale des actifs des FIA gérés, calculée conformément à l'article 2 du règlement délégué (UE) n° 231/2013 de la Commission du 19 décembre 2012, est supérieure aux seuils fixés à l'article R. 532-12-1 du code monétaire et financier ou, lorsqu'elle est inférieure mais que la société de gestion de portefeuille a opté pour l'application intégrale de la directive 2011/61/UE.

⁸ Il est rappelé que les articles 423-27, 423-49 et 425-19 du règlement général de l'AMF prévoient la liste des personnes qui peuvent souscrire ou acquérir des parts ou actions de fonds professionnels spécialisés, de fonds professionnels de capital investissement ou d'organismes de financement spécialisé (incluant les titres de créance émis par ces derniers).

⁹ Les titres de créance émis par un OFS sont également, le cas échéant, concernés.

Instruction AMF DOC-2012-06 – Modalités de déclaration, de modifications, établissement d'un prospectus et informations périodiques des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé.

la procédure de commercialisation au moment de la déclaration, ce délai commence à courir, pour les FPS ou OFS autres que les FPS ou OFS « monétaires », à partir de la date de la déclaration du fonds sous réserve de la complétude du dossier. Si le dossier est complet et conforme, la notification de commercialisation en France sera délivrée avec l'accusé de réception mentionné à l'article 3 de la présente instruction. Pour les FPS et OFS « monétaires », le délai commence à courir à partir de la délivrance de l'agrément MMF. En pratique, si le dossier est complet et conforme, la notification de commercialisation sera délivrée concomitamment à l'agrément MMF (cf. article 1-1).

La société de gestion de portefeuille se réfère à une autre instruction de l'AMF lorsque :

- elle recourt à cette procédure postérieurement à la déclaration du fonds professionnel spécialisé, du fonds professionnel de capital investissement ou de l'organisme de financement spécialisé, dans l'hypothèse où le fonds n'était pas commercialisé en France dès sa déclaration ;
- elle souhaite commercialiser le fonds professionnel spécialisé, le fonds professionnel de capital investissement ou l'organisme de financement spécialisé dans un Etat membre autre que la France en vertu du passeport européen.

Les sociétés de gestion qui envisageraient de commercialiser dans un Etat membre un organisme de financement spécialisé relevant du règlement (UE) 2017/2402 (STS) sont invitées à se rapprocher de l'AMF.

Lorsque le fonds professionnel spécialisé, le fonds professionnel de capital investissement ou l'organisme de financement spécialisé est géré par une société de gestion agréée dans un Etat membre autre que la France, la société de gestion se réfère à une autre instruction de l'AMF pour la commercialisation en France du fonds.

Article 3 - Accusé de réception

À réception du dossier complet de déclaration, l'AMF procède à l'enregistrement de la déclaration. Un accusé de réception de la déclaration est adressé dans les huit jours ouvrés qui suit cette réception. Cet accusé atteste du dépôt officiel du dossier auprès de l'AMF. Il ne préjuge pas de la qualité des informations contenues dans le dossier qui demeure sous la responsabilité de la SICAV, de la société de libre partenariat ou de la société de gestion, ni ne préjuge de la conformité juridique de ce placement collectif qui n'a pas fait l'objet d'une procédure d'agrément auprès de l'AMF¹⁰.

Article 3-1 - Conditions de la délégation de gestion d'un fonds professionnel spécialisé, d'un fonds professionnel de capital investissement ou d'un organisme de financement spécialisé

Le FIA ou la société de gestion, lorsqu'ils souhaitent déléguer la gestion du FIA (par exemple, la gestion financière ou pour les sociétés de gestion agréées conformément à la directive AIFM la gestion des risques), respecte les dispositions applicables.

S'agissant des sociétés de gestion de portefeuille agréées en France, ces règles sont prévues aux articles 321-97¹¹ ou 318-62¹² du règlement général de l'AMF.

La société de gestion de portefeuille agréée en France se réfère également à l'instruction AMF DOC-2008-03.

¹⁰ Hormis le cas échéant pour les fonds relevant du Règlement (UE) 2017/1131 qui ont fait l'objet d'un agrément MMF sur les aspects relatifs à ce règlement.

¹¹ Pour les sociétés de gestion de portefeuille relevant du titre Ier quater du livre III du règlement général de l'AMF pour leur activité de gestion de FIA.

¹² Pour les sociétés de gestion de portefeuille relevant du titre Ier bis du livre III du règlement général de l'AMF pour leur activité de gestion de FIA.

Instruction AMF DOC-2012-06 – Modalités de déclaration, de modifications, établissement d'un prospectus et informations périodiques des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé.

Lorsque la société de gestion de portefeuille est agréée en France, la délégation de la gestion administrative et/ou comptable du FIA ne peut avoir lieu que dans les conditions mentionnées, selon le cas, à l'article 321-97¹³ ou à l'article 318-62¹⁴ du règlement général de l'AMF. L'administration centrale du FIA doit être située en France.

Article 3-2 - Commissaires aux comptes

Lors de la constitution d'un fonds professionnel spécialisé, d'un fonds professionnel de capital investissement ou d'un organisme de financement spécialisé, le dossier de déclaration transmis à l'AMF précise le nom du commissaire aux comptes avec l'indication de la (ou des) personne(s) chargée(s) du contrôle du FIA lorsque le mandat est attribué à une personne morale.

Le commissaire aux comptes est susceptible de transmettre à l'AMF la liste de ses mandats dans des placements collectifs et des sociétés de gestion ainsi que la date de sa nomination dans les fonctions exercées, le dernier budget facturé ou prévisionnel s'il s'agit d'une création ainsi que le total de son chiffre d'affaires.

Le dossier décrit le programme de travail arrêté d'un commun accord par le commissaire aux comptes et la SICAV, la société de libre partenariat, ou la société de gestion. Ce programme est établi en nombre d'heures détaillé par rubriques de contrôle et ventilé selon la nature des interventions. Il doit tenir compte, le cas échéant, des particularités des FIA à compartiments et des FIA maîtres et nourriciers. Le montant des honoraires prévu au titre de ces interventions est communiqué à l'AMF ainsi que le taux horaire envisagé.

La désignation par le fonds professionnel spécialisé, le fonds professionnel de capital investissement, ou l'organisme de financement spécialisé d'un commissaire aux comptes est possible lorsque la désignation de ce commissaire a déjà été déclarée à l'AMF dans le cadre de la création d'un autre placement collectif. Si le commissaire aux comptes désigné n'est pas connu des services de l'AMF, la société de gestion, la SICAV, ou la société de libre partenariat prend contact avec les services de l'AMF.

Article 3-3 - Dépositaire

Lors de la constitution d'un fonds professionnel spécialisé, d'un fonds professionnel de capital investissement ou d'un organisme de financement spécialisé, le dossier transmis à l'AMF précise le nom du dépositaire du fonds.

La désignation par le fonds d'un dépositaire est possible lorsque la désignation de ce dépositaire a déjà été déclarée à l'AMF dans le cadre de la création d'un autre placement collectif. Si le dépositaire n'est pas connu des services de l'AMF, la société de gestion, la SICAV ou la société de libre partenariat prend contact avec les services de l'AMF.

Article 4 - Contrôle *a posteriori*

Le dossier fait l'objet d'un contrôle *a posteriori* de la part de l'AMF. En application des dispositions de l'article 421-25 du règlement général de l'AMF, l'AMF peut exiger à tout moment la communication de toutes les communications à caractère promotionnel établies ou diffusées par un FIA.

Elle peut faire modifier, à tout moment, la présentation ou la teneur de ces communications afin d'assurer que ces informations soient correctes, claires et non trompeuses, ou peut demander l'arrêt de leur diffusion.

¹³ Pour les sociétés de gestion de portefeuille relevant du titre I quater du livre III du règlement général de l'AMF pour leur activité de gestion de FIA.

¹⁴ Pour les sociétés de gestion de portefeuille relevant du titre Ier bis du livre III du règlement général de l'AMF pour leur activité de gestion de FIA.

Instruction AMF DOC-2012-06 – Modalités de déclaration, de modifications, établissement d'un prospectus et informations périodiques des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé.

Article 5 - Transmission du prospectus ou du règlement définitif à l'AMF et autres documents

La société de gestion, la SICAV ou la société de libre partenariat transmet à l'AMF, par voie électronique dans les conditions définies à l'Annexe VII de la présente instruction :

- le prospectus du fonds professionnel spécialisé constitué sous forme de FCP ou de SICAV auquel est annexé le règlement ou les statuts du fonds;
- le prospectus de l'organisme de financement spécialisé constitué sous forme de FFS ou de SFS, auquel est annexé le règlement ou les statuts de l'organisme ;
- le prospectus composé des statuts de la société de libre partenariat ; ou
- le règlement du fonds professionnel de capital investissement.

La société de gestion, la SICAV ou la société de libre partenariat est seule responsable des informations déclarées à l'AMF.

Article 6 - Cas particulier de la mutation d'un FIA existant en fonds professionnel spécialisé

Ces opérations sont soumises aux dispositions de cette instruction.

Il est rappelé que l'article L. 214-162-12 du code monétaire et financier prévoit que « les FIA régis par le présent paragraphe [c'est-à-dire les fonds déclarés] peuvent se transformer sans dissolution en société de libre partenariat dans les conditions définies par les statuts ou par le règlement du FIA ».

Section II - Modification en cours de vie

Article 7 - Procédure de modification (hors opérations de transformation, fusion, scission ou liquidation)

Les modifications apportées aux FIA, ou au compartiment des FIA doivent être réalisées dans le respect des modalités prévues par leur prospectus, leurs statuts ou leur règlement et sont déclarées à l'AMF dans un délai maximum d'un mois après la mise en œuvre de la modification.

La modification est déclarée :

1° Par une mise à jour de la base GECO, effectuée par la société de gestion, par la SICAV ou la société de libre partenariat.

Si la mise à jour de la base GECO ne peut être effectuée la société de gestion, la SICAV ou la société de libre partenariat envoie un courrier à l'AMF précisant la nature de la modification et les raisons de l'impossibilité de déclarer la modification envisagée *via* la base GECO. Ce courrier n'exonère pas la société de gestion, la SICAV ou la société de libre partenariat de l'envoi du prospectus auquel est annexé le règlement ou les statuts du fonds professionnel spécialisé¹⁵ ou de l'organisme de financement spécialisé ou du règlement pour le fonds professionnel de capital investissement vers la base GECO mentionné au 2° ;

2° Par l'envoi du prospectus auquel est annexé le règlement ou les statuts du fonds professionnel spécialisé ou de l'organisme de financement spécialisé ou du règlement du fonds professionnel de capital investissement modifié vers cette base GECO dans les conditions prévues à l'Annexe VII de la présente instruction. Il est par ailleurs rappelé que la société de gestion, la SICAV ou la société de libre partenariat doit s'assurer du bon dépôt, sur la base GECO, de la dernière version en vigueur du prospectus, le cas échéant, et du règlement ou ses statuts.

Cette déclaration ne donne pas lieu à l'envoi par l'AMF d'un accusé de réception.

Ces modifications sont soit portées à la connaissance du dépositaire, soit soumises à l'accord préalable du dépositaire selon les dispositions figurant dans la convention conclue entre la société de gestion, la SICAV ou la société de libre partenariat et le dépositaire.

¹⁵ Pour les sociétés de libre partenariat, le prospectus est uniquement composé des statuts de la société.

Instruction AMF DOC-2012-06 – Modalités de déclaration, de modifications, établissement d'un prospectus et informations périodiques des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé.

Ces modifications sont également portées à la connaissance du commissaire aux comptes.

Le traitement des modifications spécifiques aux fonds monétaires est précisé par les articles 7-1 et 7-2 de la présente instruction.

Article 7-1 – Dispositions spécifiques aux fonds monétaires.

Le tableau ci-dessous présente les modifications susceptibles d'intervenir en cours de vie d'un fonds monétaire ou d'un fonds souhaitant devenir monétaire.

Modifications	Agrément AMF
Obtention de l'agrément MMF par un fonds existant	X
Changement de type (ex : de CNAV à VNAV) ¹⁶	X
Sortie du champ du Règlement MMF	X

Remarques :

- en cas de sortie du champ du règlement MMF, l'abandon de l'agrément est notifié *ex ante* à l'AMF et le nouveau prospectus est transmis à l'AMF via l'extranet GECO ;
- pour un fonds déjà agréé MMF, le changement de « court terme » à « standard » ou réciproquement, sans changement de type (par exemple, de VNAV court terme à VNAV standard), ne nécessite pas d'agrément au titre du règlement MMF.

Article 7-2 – Spécificité du régime du paragraphe 7 de l'article 17 du Règlement MMF – investissement des actifs du fonds dans les instruments du marché monétaire émis ou garantis par un émetteur de dette publique

Conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 17 du Règlement MMF, un fonds monétaire a la possibilité d'investir jusqu'à 100% de son actif dans des titres émis par un même émetteur de dette publique, sous condition de diversification d'émissions, d'information à l'investisseur et d'autorisation délivrée par l'autorité compétente du fonds.

L'AMF autorise les fonds monétaires à faire usage de cette dérogation sous réserve d'appliquer les conditions visées à l'article 17 paragraphe 7 du Règlement MMF.

En pratique, l'AMF est susceptible d'examiner le recours à la dérogation de l'article 17 dans deux hypothèses :

- **Au stade de l'agrément du fonds monétaire** : le fonds monétaire indique son intention de recourir à la dérogation du paragraphe 7 de l'article 17 dans le cadre de sa fiche d'agrément (cf. article 1-1) ;
- **En cours de vie du fonds monétaire** : le recours à la dérogation du paragraphe 7 de l'article 17 nécessite une déclaration selon la procédure décrite à l'article 7 de la présente instruction.

Article 8 - Procédure particulière aux opérations de transformation, fusion, scission et de liquidation

Conformément aux articles 423-25¹⁷, 423-44, 423-45 et 425-21 du règlement général de l'AMF, la transformation, la fusion ou scission est déclarée dans le mois qui suit sa réalisation et l'entrée en liquidation, immédiatement portée à la connaissance du dépositaire afin que celui-ci puisse formaliser

¹⁶ Conformément à l'article 3, paragraphe 2 du [règlement \(UE\) 2017/1131](#), un nouvel agrément MMF doit être délivré. Les transformations automatiques de fonds CNAV et LVNAV en fonds VNAV en cas de suspensions de rachats prolongées (cf. article 34§2 du [règlement \(UE\) 2017/1131](#)) ne requièrent pas un nouvel agrément MMF.

¹⁷ Applicable par renvoi de l'article 425-23 du règlement général de l'AMF pour les organismes de financement spécialisé.

Instruction AMF DOC-2012-06 – Modalités de déclaration, de modifications, établissement d'un prospectus et informations périodiques des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé.

son accord, est déclarée dans un délai d'un mois qui suit la décision de la société de gestion, de la SICAV ou de la société de libre partenariat par l'envoi à l'AMF des éléments suivants :

1° La fiche de déclaration figurant en Annexes II-1, II-2 et II-3 (en fonction du type de produit) dont chaque rubrique est renseignée ;

2° Les pièces jointes mentionnées en Annexes II-1, II-2 et II-3 (en fonction du type de produit), ainsi que tout autre document que la société de gestion, la SICAV ou la société de libre partenariat estime nécessaire.

La scission et la liquidation d'un FPCI, FPS ou OFS décidées dans le cadre d'une opération de scission décidée en application du deuxième alinéa des articles L. 214-24-33, L. 214-24-41, L. 214-190-2-1 ou L. 214-190-3-1 du code monétaire et financier fait l'objet d'un dossier spécifique précisé à l'article 8-1 de la présente instruction.

Le dossier est déposé par voie électronique à l'AMF par le biais de l'extranet de la base GECO dans l'espace dédié à la société de gestion¹⁸.

En application des articles 423-25¹⁹ et 423-44 du règlement général de l'AMF, la déclaration est accompagnée du traité de fusion ou de scission et des rapports des commissaires aux comptes.

Article 8-1 – Dispositions particulières aux opérations de scission décidées en application de l'article L. 214-24-33, L. 214-24-41, L. 214-190-2-1 ou L. 214-190-3-1 du code monétaire et financier (dispositif « side-pocket »)

L'opération de scission décidée en application des articles L. 214-24-33, L. 214-24-41, L. 214-190-2-1 ou L. 214-190-3-1 du code monétaire et financier est déclarée sans délai à l'AMF.

Préalablement au lancement d'une opération de scission décidée en application des articles L. 214-24-33, L. 214-24-41, L. 214-190-2-1 ou L. 214-190-3-1 du code monétaire et financier, la société de gestion ou, le cas échéant, la SICAV contacte les services de l'AMF.

Après avoir pris contact avec les services de l'AMF, la société de gestion ou, le cas échéant, la SICAV adresse à l'AMF un dossier comprenant :

- Le formulaire figurant en Annexe II-5 dont chaque rubrique doit être renseignée ;
- Les pièces jointes mentionnées en Annexe II-5 ainsi que tout autre document que la société de gestion ou la SICAV estime nécessaire.

Ce dossier regroupe la déclaration de la scission, la déclaration de la constitution du nouveau FPCI, FPS ou OFS à qui sont transférés les actifs autres que ceux dont la cession ne serait pas conforme à l'intérêt des actionnaires ou des porteurs ainsi que la déclaration de l'entrée en liquidation de l'ancien FPCI, FPS ou OFS.

Le dossier est déposé par voie électronique à l'AMF par le biais de l'extranet de la base GECO dans l'espace dédié à la société de gestion.

La déclaration de la scission du FPCI, du FPS ou de l'OFS initial et la déclaration du nouveau FPCI, FPS ou OFS ne dispensent pas ce dernier ou sa société de gestion de s'acquitter des autres formalités obligatoires dans le cas d'une scission ou d'une création d'un FIA (formalités Euroclear, déclaration au greffe, avis inséré au BODACC, etc.).

En application de l'article R. 236-2 du code de commerce, lorsque le FPCI, le FPS ou l'OFS est constitué sous la forme d'une société, le dépôt au greffe et les formalités de publicité ont lieu trente jours au moins avant la date de la première assemblée générale appelée à statuer sur l'opération.

¹⁸ Les sociétés de gestion étrangères n'ayant pas accès la base GECO transmettent le dossier à l'AMF par courrier électronique à l'adresse gjo@amf-france.org.

¹⁹ Applicable par renvoi de l'article 425-23 du règlement général de l'AMF pour les organismes de financement spécialisé.

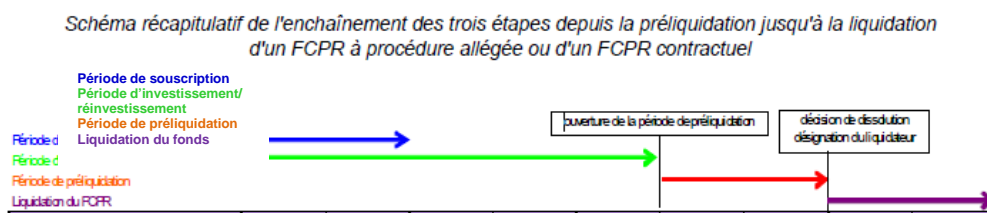
Instruction AMF DOC-2012-06 – Modalités de déclaration, de modifications, établissement d'un prospectus et informations périodiques des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé.

Le rapport des commissaires aux comptes est communiqué à l'AMF lorsqu'il est établi.

La société de gestion, conformément aux articles D. 214-32-12, D. 214-32-15 D. 214-240-6 ou D. 214-240-7 du code monétaire et financier, informe immédiatement les actionnaires ou porteurs du transfert des actifs et leur transmet notamment un rapport justifiant cette décision et qui en détaille les modalités. Le règlement ou les statuts déterminent le mode de diffusion approprié de l'information dans les conditions de l'article 11 de la présente instruction.

Les documents destinés à l'information des actionnaires ou des porteurs de l'ancien et du nouveau FPCI, FPS ou OFS sont également mis à leur disposition par la société de gestion, conformément aux articles D. 214-32-12, D. 214-32-15, D. 214-240-6 ou D. 214-240-7 du code monétaire et financier.

Article 9 - Les étapes de la fin de vie des fonds professionnels de capital investissement



Article 9-1 - La préliquidation

La préliquidation est une étape facultative. L'entrée en préliquidation du fonds relève d'une décision de la société de gestion.

En application des dispositions des articles R. 214-40 et R. 214-41 du code monétaire et financier, applicables par renvoi de l'article R. 214-204 du code monétaire et financier, la société de gestion informe au préalable les services de l'AMF et le dépositaire de sa volonté d'ouvrir une période de préliquidation pour le fonds qu'elle gère.

Le dossier de déclaration doit contenir :

- Le courrier précisant le motif de l'ouverture de la période de préliquidation ;
- Le projet d'information à destination des porteurs de parts avant qu'il ne soit adressé à ces derniers.

Après déclaration à l'AMF et au moins trois jours ouvrés avant l'ouverture de la période de préliquidation, la société de gestion informe les porteurs de parts. Les porteurs de parts du fonds professionnel de capital investissement doivent être informés clairement des différents éléments de l'opération, notamment :

- 1° La date d'ouverture de la période ;
- 2° L'effet de la mise en préliquidation sur le blocage des rachats ;
- 3° Les conséquences sur la gestion du fonds.

Cette information peut être soit transmise aux porteurs de parts par lettre individuelle soit diffusée aux porteurs de parts dans le document d'information périodique du fonds professionnel de capital investissement.

Instruction AMF DOC-2012-06 – Modalités de déclaration, de modifications, établissement d'un prospectus et informations périodiques des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé.

Article 9-2 - La dissolution

La dissolution est la décision de mettre un terme à l'existence du fonds. Cette décision peut être prise par la société de gestion, soit dans le cadre de la gestion du fonds, soit en raison de la survenance d'un des cas de dissolution anticipée listés ci-après :

- la liquidation du fonds maître peut entraîner la liquidation du fonds nourricier ;
- la dissolution est constatée en cas de demande de rachat de l'intégralité des parts du fonds par les porteurs de parts.

Article 9-3 - La liquidation

La liquidation consiste à réaliser les actifs du portefeuille et à rembourser les porteurs de parts du fonds.

Article 9-3-1- La liquidation des actifs

À la clôture des opérations de liquidation des actifs, un rapport est établi par le commissaire aux comptes du fonds professionnel de capital investissement sur les conditions de la liquidation ainsi que les opérations intervenues lors de la clôture de l'exercice précédent. Ce rapport est mis à la disposition des porteurs de parts et doit être adressé à l'AMF dans le mois qui suit son établissement.

Article 9-3-2 - Cas particulier des parts de carried interest / boni de liquidation

Le règlement du fonds professionnel de capital investissement fixe les modalités de fonctionnement des parts de « *carried interest* » / boni de liquidation.

CHAPITRE II – MODALITES D'INFORMATION DES PORTEURS ET DES ACTIONNAIRES LORS DES MODIFICATIONS SURVENANT DANS LA VIE DES FONDS PROFESSIONNELS SPECIALISES, DES FONDS PROFESSIONNELS DE CAPITAL INVESTISSEMENT ET DES ORGANISMES DE FINANCEMENT SPECIALISE

Article 10 - Information des porteurs ou des actionnaires

Les modifications susceptibles d'intervenir dans la vie d'un fonds professionnel spécialisé ou d'un compartiment d'un fonds professionnel spécialisé régis par la présente instruction doivent être portées à la connaissance des porteurs ou des actionnaires, conformément aux modalités fixées par son règlement ou ses statuts en application de l'article L. 214-157²⁰ du code monétaire et financier.

En application du VIII de l'article L. 214-190-1 et de l'article L. 214-25²¹ du code monétaire et financier, la société de gestion porte à la connaissance des porteurs ou actionnaires les modifications susceptibles d'intervenir dans la vie d'un organisme de financement spécialisé ou d'un fonds professionnel de capital investissement, régi par la présente instruction. Les modalités d'information des porteurs ou actionnaires sont fixées dans le règlement ou les statuts de l'organisme de financement spécialisé ou du fonds professionnel de capital investissement.

Article 11 - Modes de diffusion de l'information

I. L'information des porteurs, actionnaires, ou, pour les OFS le cas échéant, des détenteurs de titres de créance, peut prendre plusieurs formes :

- une information individuelle aux porteurs, actionnaires ou détenteurs de titres de créance ou ;
- informations périodiques ou lettre d'information collective.

Le règlement ou les statuts déterminent le mode de diffusion de l'information approprié en fonction des modifications devant intervenir.

²⁰ Ou de l'article L. 214-162-8 du code monétaire et financier pour les sociétés de libre partenariat...

²¹ Applicable aux FPCI par renvois successifs de l'article L. 214-27 et L. 214-159 du code monétaire et financier.

Instruction AMF DOC-2012-06 – Modalités de déclaration, de modifications, établissement d'un prospectus et informations périodiques des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé.

II. Lorsque la modification requiert l'unanimité des porteurs, actionnaires ou, pour les OFS, détenteurs de titres de créance, l'accord de ces derniers sur le projet de modification vaut information particulière.

III. L'information doit mentionner si l'entrée en vigueur de la modification est immédiate ou différée, celle-ci est laissée à l'appréciation de la société de gestion, la SICAV ou la société de libre partenariat en fonction de la nature des modifications. L'entrée en vigueur immédiate s'entend de trois jours ouvrés après la diffusion effective de l'information aux actionnaires et aux porteurs de parts.

Article 12 - Dispositions particulières aux opérations liées à la fin de vie d'un fonds professionnel de capital investissement

Préalablement à la dissolution du fonds, les porteurs de parts du fonds professionnel de capital investissement doivent bénéficier d'une information individuelle mentionnant notamment les éléments suivants :

- 1° La date de la dissolution entraînant l'entrée en liquidation du fonds professionnel de capital investissement ;
- 2° L'effet de la liquidation sur le blocage des rachats ;
- 3° Un calendrier prévisionnel des opérations ;
- 4° L'existence d'un rapport établi par le commissaire aux comptes du fonds sur les conditions de la liquidation et les conditions de sa mise à disposition à la clôture de la liquidation.

Article 13 - Rachat d'actions ou de parts de fonds professionnels spécialisés ou d'organismes de financement spécialisé ou remboursement de titres de créance d'organismes de financement spécialisé

Les conditions financières particulières de rachat d'actions ou de parts du fonds professionnel spécialisé ou d'organismes de financement spécialisé ou de remboursement des titres de créance d'organismes de financement spécialisé, telle que la faculté de sortie sans frais offerte aux actionnaires ou aux porteurs opposés aux modifications proposées, sont également mentionnées dans le règlement ou les statuts du fonds professionnel spécialisé ou de l'organisme de financement spécialisé.

CHAPITRE III – ETABLISSEMENT D'UN PROSPECTUS POUR LES FONDS PROFESSIONNELS SPECIALISES ET LES ORGANISMES DE FINANCEMENT SPECIALISE ET D'UN REGLEMENT POUR LES FONDS PROFESSIONNELS DE CAPITAL INVESTISSEMENT

Article 14 – Dispositions générales

Chaque fonds professionnel spécialisé, fonds professionnel de capital investissement ou organisme de financement spécialisé, qu'il soit ou non doté de compartiments ou de catégories de parts, établit un seul prospectus pour les fonds professionnels spécialisés ou les organismes de financement spécialisé et un seul règlement pour les fonds professionnels de capital investissement. Les différents compartiments et catégories de parts sont décrits dans le prospectus et dans le règlement.

Article 14-1. – Dispositions particulières

En application du règlement (UE) n° 1286/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 (dit « règlement PRIIPS ») et des articles 423-32-1 et 423-54 du règlement général de l'AMF, les fonds professionnels spécialisés et les fonds professionnels de capital investissement dont la souscription ou l'acquisition des parts n'est pas exclusivement réservée à des clients professionnels au sens de l'article L. 533-16 du code monétaire et financier peuvent être conduits à établir un document d'information clé pour l'investisseur

Instruction AMF DOC-2012-06 – Modalités de déclaration, de modifications, établissement d'un prospectus et informations périodiques des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé.

Le tableau synthétique ci-dessous, reproduit les obligations d'un fonds professionnel spécialisé ou d'un fonds professionnel de capital investissement au regard de l'établissement d'un document d'information clé pour l'investisseur :

FIA concerné	Situation au regard de la clientèle concernée	Nécessité ou non d'établir un document d'information clé pour l'investisseur
Selon le cas, FPS ou FPCI	Les documents réglementaires ouvrent la souscription ou l'acquisition des parts ou actions uniquement aux clients professionnels ²²	Le FPS ou le FPCI n'a pas à établir de DICI
	Les documents réglementaires ne prévoient pas cette limitation ²³	L'établissement d'un DICI devient obligatoire Le FPS ou le FPCI établit un DICI conforme au règlement (UE) 583/2010 OU Le FPS ou le FPCI établit un DICI conforme au règlement (UE) 1286/2014

Le passage au DICI (au format du règlement (UE) n° 583/2010 ou au format du règlement PRIIPS) d'un fonds professionnel spécialisé ou d'un fonds professionnel de capital investissement déjà déclaré constitue une modification devant être déclarée. Le DICI doit être déposé via la base GECO.

Les organismes de financement spécialisé dont la souscription ou l'acquisition des parts, actions ou titres de créance n'est pas exclusivement réservée à des clients professionnels au sens de l'article L. 533-16 du code monétaire et financier doivent nécessairement établir un DICI au format du règlement PRIIPS.

Article 15 - Structure du prospectus pour les fonds professionnels spécialisés ou pour les organismes de financement spécialisé et du règlement pour les fonds professionnels de capital investissement

Article 15-1 - Fonds professionnels spécialisés

Cas des FPS constitués sous forme de FCP ou de SICAV

Le prospectus des FCP et des SICAV comprend les différents points mentionnés dans les modèles types élaborés par l'AMF figurant en Annexe III-1, III-2 et III-3 de la présente instruction.

La société de gestion peut en aménager l'ordre et le contenu dans la mesure où cet aménagement respecte les dispositions légales, réglementaires et déontologiques applicables aux fonds professionnels

²² Au sens de l'article L.533-16 du code monétaire et financier.

²³ Les parts ou actions du FIA peuvent alors être souscrites ou acquises par un investisseur de détail (non professionnel) via par exemple le montant minimum de souscription initiale de 100 000 euros.

Instruction AMF DOC-2012-06 – Modalités de déclaration, de modifications, établissement d'un prospectus et informations périodiques des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé.

spécialisés. Néanmoins, le prospectus décrit précisément les règles d'investissement et de fonctionnement du fonds ainsi que l'ensemble des modalités de rémunération de la société de gestion et du dépositaire. Il présente de façon exhaustive les stratégies d'investissement envisagées, ainsi que les instruments utilisés (conformément à l'article L. 214-154 du code monétaire et financier) notamment dans le cas où ces instruments nécessitent un suivi particulier ou présentent des risques ou caractéristiques spécifiques.

Il est structuré autour des rubriques suivantes :

- a) les caractéristiques générales ;
- b) les modalités de fonctionnement et de gestion dont les rémunérations de la société de gestion et du dépositaire ;
- c) les informations d'ordre commercial ;
- d) les règles d'investissement ;
- e) les règles d'évaluation et les modalités de valorisation des actifs.

Au prospectus, sont annexés le règlement ou les statuts du fonds. Le règlement ou les statuts énoncent :

- a) Les règles d'investissement ;
- b) Les conditions et les modalités des souscriptions, acquisitions et de rachat des parts et des actions;
- c) La valeur liquidative en deçà de laquelle il est procédé à sa dissolution ;
- d) Les conditions et modalités de modification du règlement ou des statuts.

Il est rappelé que les fonds constitués avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 2013-676 du 25 juillet 2013 modifiant le cadre juridique de la gestion d'actifs sous la forme de FCPR contractuels doivent établir un prospectus ainsi qu'un règlement ou des statuts en conformité avec la présente instruction.

Cas des FPS constitués sous forme de société de libre partenariat

Le prospectus de la société de libre partenariat est constitué de ses statuts. Ils reprennent les éléments précisés dans l'annexe III-4 de la présente instruction, ainsi que les autres éléments qui doivent y figurer en vertu des dispositions législatives et réglementaires applicables.

Article 15-2 - Fonds professionnels de capital investissement

En application de l'article 423-38 du règlement général de l'AMF, le prospectus du fonds professionnel de capital investissement est composé du règlement du fonds.

Le règlement précise l'ensemble des modalités de fonctionnement du produit et établit notamment les responsabilités de chacun de ses acteurs.

Le plan type du règlement figurant en Annexe IV comprend les différents points devant être mentionnés. La société de gestion peut en aménager l'ordre et le contenu dans la mesure où cet aménagement comprend les mentions ayant un caractère obligatoire et respecte les mentions obligatoires indiquées dans le règlement type ainsi que les dispositions légales, réglementaires et déontologiques applicables aux fonds professionnels de capital investissement.

Les mentions qui ont un caractère obligatoire sont indiquées en italique dans le corps du texte du règlement type.

Article 15-3 - Organismes de financement spécialisé

Le prospectus des FFS et des SFS comprend les différents points mentionnés dans les modèles types élaborés par l'AMF figurant en Annexe III-1-1 III-2-1 et III-3-1 de la présente instruction.

La société de gestion peut en aménager l'ordre et le contenu dans la mesure où cet aménagement respecte les dispositions légales, réglementaires et déontologiques applicables aux organismes de financement spécialisé. Néanmoins, le prospectus décrit précisément les règles d'investissement et de fonctionnement du fonds ainsi que l'ensemble des modalités de rémunération de la société de gestion et du dépositaire. Il présente de façon exhaustive les stratégies d'investissement envisagées, ainsi que

Instruction AMF DOC-2012-06 – Modalités de déclaration, de modifications, établissement d'un prospectus et informations périodiques des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé.

les actifs utilisés (conformément à l'article L. 214-190-1 du code monétaire et financier) notamment dans le cas où ils nécessitent un suivi particulier ou présentent des risques ou caractéristiques spécifiques.

Au prospectus, sont annexés le règlement ou les statuts de l'OFS. Le règlement ou les statuts énoncent :

- a) La stratégie d'investissement de l'actif et la nature des risques auxquels l'organisme se propose de s'exposer, ainsi que la stratégie de financement ou de couverture de ces risques ;
- b) Les conditions et les modalités des souscriptions, acquisitions et de rachat/ remboursement des parts, actions et titres de créance aux organismes de financement spécialisé ;
- c) La valeur liquidative en deçà de laquelle il est procédé à sa dissolution ;
- d) Les conditions et modalités de modification du règlement ou des statuts ;
- e) les garanties que l'organisme se propose de recevoir et celles qu'il se propose de consentir.

Article 16 - Objectifs et caractéristiques du prospectus des fonds professionnels spécialisés, des organismes de financement spécialisé et du règlement des fonds professionnels de capital investissement

Les objectifs et caractéristiques du prospectus et du règlement sont de fournir :

1° Une information claire et permettant à l'investisseur de prendre une décision sur son investissement en toute connaissance de cause. Il ne doit pas induire en erreur que ce soit en donnant des informations erronées ou en omettant des renseignements nécessaires à l'investisseur pour faire son choix ;

2° Une information détaillée sur l'ensemble des éléments afin de permettre aux investisseurs qui le souhaitent d'obtenir une information complète sur la gestion mise en œuvre et les modalités de fonctionnement du fonds et de comparer les spécificités des fonds entre eux ;

3° Une information précise sur les risques identifiés lors de la constitution du FIA ou de la mise à jour du prospectus ou du règlement. Le prospectus ou le règlement ne doit pas induire en erreur, que ce soit en donnant des informations erronées ou en omettant des informations nécessaires à la compréhension de l'ensemble des règles de gestion et de fonctionnement du FIA ainsi que de l'ensemble des frais supportés ;

4° Les éléments nécessaires à la mise en œuvre de leurs diligences par le dépositaire, le commissaire aux comptes et le RCCI de la société de gestion, de la SICAV ou de la société de libre partenariat.

Article 17 - Modalités de diffusion du prospectus des fonds professionnels spécialisés, des organismes de financement spécialisé et du règlement des fonds professionnels de capital investissement

Article 17-1 - Modalités de diffusion lors de la souscription ou de l'acquisition des parts d'un fonds professionnel spécialisé, d'un fonds professionnel de capital investissement ou d'un organisme de financement spécialisé

En application des dispositions des articles 423-31 (pour les FPS et pour les OFS²⁴) et 423-49 (pour les FPCI) du règlement général de l'AMF, le prospectus ou le règlement est remis au souscripteur ou à l'acquéreur, préalablement à la souscription ou à l'acquisition des parts du fonds²⁵.

Cette remise est gratuite et peut être effectuée par tous moyens notamment par *email* sous réserve de respecter les dispositions de l'article 3(3) du règlement délégué (UE) n° 2017/565 de la Commission européenne du 25 avril 2016. L'investisseur doit avoir certifié en avoir eu connaissance lors de la souscription.

La seule mise à disposition sous forme électronique (en l'absence d'un envoi) ne vaut pas remise du prospectus pour les fonds professionnels spécialisés ou du règlement pour les fonds professionnels de capital investissement sauf si le client a accepté explicitement le format électronique comme mode d'information.

²⁴ Applicable par renvoi de l'article 425-23 du règlement général de l'AMF pour les organismes de financement spécialisé.

²⁵ Les termes « parts du fonds » visent, aux fins des articles 17-1 et 17-2 de la présente instruction, tant les parts émises par les FCP ou FFS que les actions émises par les SICAV, SLP ou SFS ou les titres de créance émis les SFS ou FFS.

Instruction AMF DOC-2012-06 – Modalités de déclaration, de modifications, établissement d'un prospectus et informations périodiques des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé.

Article 17-2 - Modalités de diffusion du prospectus ou du règlement lors de la commercialisation

La commercialisation du fonds peut être effectuée directement par la société de gestion, la SICAV ou la société de libre partenariat ou par l'intermédiaire d'un commercialisateur distinct de la société de gestion, de la SICAV ou de la société de libre partenariat.

Quel que soit le mode de commercialisation utilisé, un bulletin de souscription est remis aux souscripteurs lors de la souscription afin de recueillir leurs engagements de souscription. Lorsqu'il s'agit de la souscription initiale, le souscripteur reçoit préalablement à la signature du bulletin de souscription le prospectus pour les fonds professionnels spécialisés et le règlement pour les fonds professionnels de capital investissement. Le souscripteur déclare dans le bulletin de souscription avoir pris connaissance du prospectus ou du règlement.

En application des articles 423-30 (pour les FPS et les OFS²⁶) et 423-49 (pour les FPCI) du règlement général de l'AMF, quel que soit le mode de sollicitation envisagé, un avertissement doit préciser que la souscription ou l'acquisition, la cession ou le transfert des parts du fonds, directement ou par personne interposée, sont réservés aux investisseurs mentionnés à l'article 423-27 du règlement général de l'AMF pour le fonds professionnel spécialisé constitué sous forme de FPS ou de SICAV, à l'article L. 214-162-1 VI du code monétaire et financier pour le fonds professionnel spécialisé constitué sous forme de société de libre partenariat ou à l'article 423-49 du règlement général de l'AMF pour le fonds professionnel de capital investissement ou à l'article 425-19 du règlement général de l'AMF pour les organismes de financement spécialisé. Cet avertissement rappelle également qu'il s'agit d'un fonds non agréé par l'AMF :

- s'agissant des fonds professionnels spécialisés et des organismes de financement spécialisé, dont les règles de fonctionnement sont fixées par le prospectus,
- s'agissant des fonds professionnels de capital investissement, pouvant adopter des règles d'investissement dérogatoires aux fonds agréés.

Le dernier prospectus pour les fonds professionnels spécialisés et les organismes de financement spécialisé ou le dernier règlement pour les fonds professionnels de capital investissement mis à jour, le dernier rapport annuel et la dernière composition de l'actif doivent être tenus à la disposition des porteurs de parts ou actionnaires, ou le cas échéant pour les organismes de financement spécialisé, des porteurs de titres de créance sur un site électronique, ou, à défaut, doivent leur être adressés sur simple demande écrite de leur part.

Le cas échéant, si le fonds dispose d'un agrément au titre du règlement (UE) 2017/1131, l'avertissement est adapté conformément aux plan-types en annexe de cette instruction.

CHAPITRE IV – INFORMATIONS PERIODIQUES

Pour les fonds monétaires, des dispositions spécifiques sont également prévues dans le règlement MMF. Par ailleurs, les fonds ayant recours à des opérations de financement sur titres et à des contrats d'échange sur rendement global doivent fournir les informations listées dans la section A de l'annexe du règlement (UE) 2015/2365 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation et modifiant le règlement (UE) n°648/2012 (règlement SFTR).

Article 18 - Rapport semestriel et composition de l'actif semestrielle

Les organismes de financement spécialisé ne sont pas tenus d'établir un rapport semestriel.

I. Conformément aux articles L. 214-24-62 et D. 214-33 du code monétaire et financier, applicables par renvoi des articles L. 214-152, R. 214-202 et R. 214-204, les fonds professionnels spécialisés²⁷ et les fonds

²⁶ Applicable par renvoi de l'article 425-23 du règlement général de l'AMF pour les organismes de financement spécialisé.

²⁷ Article L. 214-162-10 du code monétaire et financier pour les sociétés de libre partenariat.

Instruction AMF DOC-2012-06 – Modalités de déclaration, de modifications, établissement d'un prospectus et informations périodiques des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé.

professionnels de capital investissement établissent un rapport semestriel à la fin du premier semestre de l'exercice.

II. Ce rapport semestriel doit être publié au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin du premier semestre.

III. Il est possible d'établir des documents d'information périodique :

- 1° Soit au dernier jour de négociation du semestre ;
- 2° Soit au jour d'établissement de la dernière valeur liquidative.

IV. Quel que soit leur mode de présentation, toutes les informations relatives à un fonds professionnel spécialisé ou un fonds professionnel de capital investissement ou à un compartiment doivent comporter son nom.

V. Le document d'information périodique détaille les informations suivantes :

1° Etat du patrimoine, présentant les éléments suivants :

- a) les titres financiers ;
 - b) les avoirs bancaires ;
 - c) les autres actifs détenus par le fonds professionnel spécialisé (biens mentionnés à l'article L. 214-154 du code monétaire et financier et, pour les sociétés de libre partenariat, les actifs mentionnés au 3^{ème} alinéa de l'article 214-162-7) ;
 - d) le total des actifs détenus par le fonds professionnel spécialisé ou le fonds professionnel de capital investissement ;
 - e) le passif ;
 - f) la valeur nette d'inventaire ;
- 2° Nombre de parts ou actions en circulation
- 3° Valeur nette d'inventaire par part ou action
- 4° Portefeuille titres
- 5° Indication des mouvements intervenus dans la composition du portefeuille titres, au cours de la période de référence
- 6° Indication des données chiffrées relatives aux dividendes versés au cours de la période ou à verser, après déduction des impôts pour les fonds professionnels spécialisés uniquement ;
- 7° Recapitulatif des cas et conditions dans lesquels le plafonnement des rachats a, au cours de la période, été décidé.

VI. Conformément à l'article L. 214-24-49 du code monétaire et financier, applicable par renvoi de l'article L. 214-152²⁸, un document appelé « composition de l'actif » est établi au jour de l'établissement de la dernière valeur liquidative du semestre. Ce document est communiqué à tout actionnaire ou porteur qui en fait la demande dans un délai de huit semaines à compter de la fin de chaque semestre de l'exercice.

Ce document détaille les informations suivantes :

- 1° Un inventaire détaillé du portefeuille en précisant les quantités et la valeur des instruments financiers ;
- 2° L'actif net ;
- 3° Le nombre de parts ou actions en circulation ;
- 4° La valeur liquidative ;
- 5° Les engagements hors bilan ;

Ce document doit être établi de manière détaillée et compréhensible par tout porteur ou actionnaire.

VII. Le document mentionné au VI peut être remplacé par le document retenu pour le calcul de la valeur liquidative, communiqué par la SICAV, la société de libre partenariat ou la société de gestion au commissaire aux comptes, dès lors qu'il comporte les éléments mentionnés aux 1° à 5° du VI.

²⁸ Article L. 214-162-10 du code monétaire et financier pour les sociétés de libre partenariat.

Instruction AMF DOC-2012-06 – Modalités de déclaration, de modifications, établissement d'un prospectus et informations périodiques des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé.

Article 19 - Rapport annuel

Le rapport annuel est arrêté le dernier jour de l'exercice, ou, lorsque cela est prévu dans le prospectus ou le règlement, à la dernière valeur liquidative publiée.

Il doit contenir au moins les éléments suivants :

- le rapport de gestion ;
- les documents de synthèse définis par le plan comptable et comporter la certification donnée par le commissaire aux comptes ;
- tout changement substantiel, au sens de l'article 106 du règlement délégué (UE) n° 231/2013 de la Commission du 19 décembre 2012, dans les informations visées à l'article 21 de la présente instruction intervenu au cours de l'exercice sur lequel porte le rapport.

Lorsque le FIA est géré par une société de gestion agréée conformément à la directive 2011/61/UE, le rapport annuel comprend également :

- le montant total des rémunérations pour l'exercice, ventilé en rémunérations fixes et rémunérations variables, versées par la société de gestion à son personnel, et le nombre de bénéficiaires, et, le cas échéant, l'intéressement aux plus-values (*carried interests*) versé par le fonds professionnel spécialisé ou le fonds professionnel de capital investissement
- le montant agrégé des rémunérations, ventilé entre les cadres supérieurs et les membres du personnel de la société de gestion dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque du fonds professionnel spécialisé ou du fonds professionnel de capital investissement

La société de gestion agréée conformément à la directive 2011/61/UE du 8 juin 2011 se conforme également à l'article 107 du règlement délégué (UE) n° 231/2013 de la Commission du 19 décembre 2012.

Les données comptables contenues dans le rapport annuel sont établies conformément aux normes comptables françaises et aux règles comptables établies dans le règlement du fonds professionnel spécialisé, du fonds professionnel de capital investissement ou de l'organisme de financement spécialisé.

Le rapport délivré par le commissaire aux comptes et, le cas échéant, ses réserves sont reproduits intégralement dans le rapport annuel.

Le rapport annuel du fonds doit également contenir une indication sur les mouvements intervenus dans la composition du portefeuille de titres, au cours de la période de référence et le cas échéant, une information sur les instruments financiers détenus en portefeuille qui sont émis par la société de gestion ou par les entités de son groupe, par la SICAV ou par la société de libre partenariat. Il fait mention également, le cas échéant, des placements collectifs ou des fonds d'investissement gérés par la société de gestion ou les entités de son groupe.

Lorsque le rapport annuel du fonds est publié dans un délai de huit semaines à compter de la fin de l'exercice et qu'il comporte les éléments mentionnés aux 1° à 5° du VI de l'article 18, la SICAV professionnelle spécialisée, la société de libre partenariat ou la société de gestion des fonds (lorsque le fonds est constitué sous la forme d'un FCP) est dispensée de l'établissement de la composition de l'actif. Le rapport annuel est alors communiqué à tout actionnaire ou porteur de parts qui demande la communication de la composition de l'actif.

Rapport de gestion

Les informations prévues à l'article 421-34 du règlement général de l'AMF sont au moins renseignées dans le rapport de gestion si elles ne sont pas communiquées dans les rapports périodiques et/ou reportings périodiques selon les modalités et les échéances prévues dans le prospectus.

Instruction AMF DOC-2012-06 – Modalités de déclaration, de modifications, établissement d'un prospectus et informations périodiques des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé.

Par ailleurs, conformément à l'article 421-35 du règlement général de l'AMF, la société de gestion se conforme aux articles 103 à 107 du règlement délégué (UE) n° 231/2013 de la Commission du 19 décembre 2012.

Les éléments devant figurer dans le rapport annuel et qui ne figurent pas dans les documents de synthèse doivent figurer dans le rapport de gestion.

Article 20 - Fonds professionnels spécialisés, fonds professionnels de capital investissement ou organismes de financement spécialisé nourriciers

Le rapport de gestion du fonds professionnel spécialisé, du fonds professionnel de capital investissement ou de l'organisme de financement spécialisé nourricier indique en pourcentage la dernière information disponible relative aux frais directs et indirects qu'il supporte, c'est-à-dire les frais effectivement prélevés.

Le rapport annuel du fonds professionnel spécialisé, du fonds professionnel de capital investissement ou de l'organisme de financement spécialisé nourricier mentionne les éléments figurant dans le rapport annuel de l'OPCVM ou du FIA maître ainsi que les frais totaux du fonds professionnel spécialisé ou du fonds professionnel de capital investissement nourricier et de l'OPCVM ou du FIA maître.

Le rapport annuel de l'OPCVM ou du FIA maître est annexé au rapport de gestion du fonds professionnel spécialisé ou du fonds professionnel de capital investissement nourricier.

Les autres documents périodiques sont annexés à ceux du fonds professionnel spécialisé, du fonds professionnel de capital investissement ou de l'organisme de financement spécialisé nourricier.

Le commissaire aux comptes d'un fonds professionnel spécialisé ou d'un fonds professionnel de capital investissement nourricier fait part dans son rapport des irrégularités et inexactitudes relevées dans le rapport du commissaire aux comptes de l'OPCVM ou du FIA maître et en tire les conséquences qu'il estime nécessaires, lorsqu'elles affectent le fonds professionnel spécialisé, le fonds professionnel de capital investissement ou l'organisme de financement spécialisé nourricier.

Article 21 - Informations mises à la disposition des investisseurs

En application du I de l'article 421-34 du règlement général de l'AMF, le FIA ou la société de gestion met à la disposition des investisseurs du FIA les informations suivantes, avant qu'ils n'investissent dans le FIA :

a) une description de la stratégie et des objectifs d'investissement du FIA, des informations sur le lieu d'établissement de tout FIA maître au sens du IV de l'article L. 214-24 du code monétaire et financier et sur le lieu d'établissement des fonds sous-jacents si le FIA est un fonds de fonds, une description des types d'actifs dans lesquels le FIA peut investir, des techniques qu'il peut employer et de tous les risques associés, des éventuelles restrictions à l'investissement applicables, des circonstances dans lesquelles le FIA peut faire appel à l'effet de levier, des types d'effets de levier et des sources des effets de levier autorisés et des risques associés, des éventuelles restrictions à l'utilisation de l'effet de levier, ainsi que des éventuelles modalités de emploi d'un collatéral ou d'actifs et sur le niveau de levier maximal que la société de gestion est habilitée à employer pour le compte du FIA ;

b) une description des procédures pouvant être mises en œuvre par le FIA pour changer sa stratégie d'investissement ou sa politique d'investissement, ou les deux ;

c) une description des principales conséquences juridiques de l'engagement contractuel pris à des fins d'investissement, y compris des informations sur la compétence judiciaire, sur le droit applicable et sur l'existence ou non d'instruments juridiques permettant la reconnaissance et l'exécution des décisions sur le territoire de la République française ;

d) l'identification de la société de gestion, du dépositaire et du commissaire aux comptes du FIA, ainsi que de tout autre prestataire de services, et une description de leurs obligations et des droits des investisseurs ;

Instruction AMF DOC-2012-06 – Modalités de déclaration, de modifications, établissement d'un prospectus et informations périodiques des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé.

e) lorsque le FIA est géré par une société de gestion agréée au titre de la directive 2011/61/UE, une description de la manière dont la société de gestion respecte les exigences énoncées au IV de l'article 317-2 du règlement général de l'AMF (ou de son équivalent, transposant le paragraphe 7 de l'article 9 de la directive 2011/61/UE, dans le droit applicable à la société de gestion) ;

f) une description de toute fonction de gestion déléguée par la société de gestion et de toute fonction de garde déléguée par le dépositaire, l'identification du délégataire et tout conflit d'intérêts susceptible de découler de ces délégations ;

g) une description de la procédure d'évaluation du FIA et de la méthodologie de détermination du prix employée pour évaluer la valeur des actifs, y compris les méthodes employées pour les actifs difficiles à évaluer ;

h) une description de la gestion du risque de liquidité du FIA, en ce compris les droits au remboursement dans des circonstances à la fois normales et exceptionnelles, et les modalités existantes avec les investisseurs en matière de remboursement ;

i) une description de tous les frais, charges et commissions éventuels, et de leurs montants maximaux, supportés directement ou indirectement par les investisseurs ;

j) une description de la manière dont la société de gestion garantit un traitement équitable des investisseurs et, dès lors qu'un investisseur bénéficie d'un traitement préférentiel ou du droit de bénéficier d'un traitement préférentiel, une description de ce traitement préférentiel, le type d'investisseurs qui bénéficient de ce traitement préférentiel, et, le cas échéant, l'indication de leurs liens juridiques ou économiques avec le FIA ou la société de gestion ;

k) le dernier rapport annuel visé à l'article 19 ;

l) la procédure et les conditions d'émission et de rachat des parts ou des actions ;

m) la dernière valeur liquidative du FIA ou le dernier prix de marché de la part ou de l'action du FIA ;

n) le cas échéant, les performances passées du FIA ;

o) l'identité du courtier principal et une description de toutes les dispositions importantes que le FIA a prises avec ses courtiers principaux et la manière dont sont gérés les conflits d'intérêts y afférents et la disposition du contrat avec le dépositaire stipulant la possibilité d'un transfert ou d'un réemploi des actifs du FIA et les informations relatives à tout transfert de responsabilité au courtier principal qui pourrait exister ;

p) une description des modalités et des échéances de communication des informations exigées au titre des IV et V de l'article 421-34 du règlement général de l'AMF ;

q) le cas échéant, l'admission des parts ou actions du FIA sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation et ses modalités.

Ces informations, à l'exception de celles visées au k), m) et n) figurent dans le prospectus, le règlement-type ou les statuts-types reproduits en annexes de la présente instruction. L'information figurant au j) peut également figurer dans ces documents. Un tableau de concordance figure en Annexes I-2 et I-4 (tableau n° 1). Les informations qui ne figurent pas dans ces documents réglementaires sont citées en Annexes I-2 et I-4 (tableau n° 2) ; elles doivent être mises à disposition des investisseurs.

Le FIA ou la société de gestion informe l'investisseur de tout changement substantiel concernant ces informations.

Instruction AMF DOC-2012-06 – Modalités de déclaration, de modifications, établissement d'un prospectus et informations périodiques des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé.

Il est rappelé que l'article 421-34 du règlement général de l'AMF prévoit également les dispositions suivantes :

« IV.- Les FIA de l'Union européenne et les FIA commercialisés dans l'Union européenne, ou leur société de gestion de portefeuille, société de gestion ou gestionnaire, communiquent périodiquement aux porteurs de parts ou actionnaires :

1° Le pourcentage d'actifs du FIA qui font l'objet d'un traitement spécial du fait de leur nature non liquide ;

2° Toute nouvelle disposition prise pour gérer la liquidité du FIA ;

3° Le profil de risque actuel du FIA et les systèmes de gestion du risque utilisés par le FIA ou sa société de gestion de portefeuille, société de gestion ou gestionnaire pour gérer ces risques.

V.- Les FIA de l'Union européenne et les FIA commercialisés dans l'Union européenne recourant à l'effet de levier, ou leur société de gestion de portefeuille, société de gestion ou gestionnaire, communiquent régulièrement les informations suivantes pour chacun de ces FIA :

1° Tout changement du niveau maximal de levier auquel la société de gestion de portefeuille, société de gestion ou gestionnaire peut recourir pour le compte du FIA, ainsi que tout droit de réemploi des actifs du FIA donnés en garantie et toute garantie prévus par les aménagements relatifs à l'effet de levier ;

2° Le montant total du levier auquel ce FIA a recours. ».

Par ailleurs, conformément à l'article 421-35 du règlement général de l'AMF, la société de gestion se conforme aux articles 108 et 109 du règlement délégué (UE) n° 231/2013 de la Commission du 19 décembre 2012.

Article 22 - Présentation des documents statistiques

Au 31 décembre de chaque année, les sociétés de gestion de portefeuille doivent établir une situation statistique de l'ensemble des fonds professionnels spécialisés ou des fonds professionnels de capital investissement qu'elles gèrent.

Les éléments statistiques sont collectés pour chacun des fonds pris individuellement et présentés selon le modèle établi à l'Annexe VII de la présente instruction.

CHAPITRE V – DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 23

Les FIA déclarés existants au 27 juillet 2013, date de publication de l'ordonnance n° 2013-676 modifiant le cadre juridique de la gestion d'actifs, et fermés définitivement à la souscription à cette même date n'ont pas l'obligation de mettre à jour leur prospectus et leur règlement ou leurs statuts.